L'AFRIQUE AU CHEVET DU GUIDE LIBYEN

Un sursis pour le colonel

Le panel des chefs d'Etat de l'Union africaine sera sûrement appelé à faire preuve de génie pour parvenir à une solution sérieuse et acceptable par tous.

Par Brahim Taouchichet

On le disait mort et enterré dès les premiers bombardements de la coalition occidentale suite à la résolution 1973 de l'Onu qui décide d'une zone d'exclusion aérienne devant prémunir les populations civiles des avions de Mouammar Kadhafi. De nouvelles défections de membres proches de l'entourage sont venues compliquer encore plus une situation visiblement intenable pour le colonel et son clan. La crise libyenne est aujourd'hui «vieille» de deux mois. De l'aveu même des coalisés, l'option militaire qui visait à hâter sinon la fuite du moins son «abdication» au profit des ses ennemis du Conseil national de transition (CNT) s'avère inopérante et que les insurgés, même dotés d'armes et d' équipements militaires, sont incapables de battre le chef libyen. Suggéré dans les forums européens sur la Libye, le recours à la diplomatie est vu comme le moyen de sortir du risque d'enlisement grâce à une solution politique. Principale instigatrice dans l'affaire libyenne, la France se retrouve donc forcée de revoir ses calculs devant la résistance inattendue de Kadhafi & fils qui affirme être prêt à mourir que d'abandonner le pouvoir qu'il tient depuis 42 ans. Hormis le départ de Kadhafi, rien n'est dit sur le contenu d'une telle proposition de sortie de crise. Cette exigence des opposants libyens ne figure pas, semble-t-il, dans la feuille de route du panel de chefs d'Etat de l'Union africaine (UA) reçue par les deux parties en guerre. Alors que Kadhafi donne son accord de principe pour des négociations dans le cadre d'un dialogue, le CNT pose comme préalable le départ des Kadhafi. Positions apparemment inconciliables. Et c'est dans un contexte d'un nouveau rapport de force militaire favorable aux forces régulières que les médiateurs de l'UA font l'étape d'Alger. Difficile d'imaginer un terrain d'accord dans l'immédiat quand bien même la diplomatie algérienne est reconnue pour son efficacité dans la gestion des dossiers délicats. Rappelons l'affaire de la prise d'otages américains à Téhéran lors de la révolution khomeyniste en 1979 et plus récemment l'affaire des Touareg maliens. Mais déjà, l'UA compte dans son passif récent son échec dans la crise ivoirienne. Ce sont les soldats français qui ont capturé le président déchu Laurent Gbagbo et offert le fauteuil présidentiel à son rival Alassane Ouattara dans un deal que seule peut mettre au point une ancienne puissance coloniale dans une ex-colonie. Mais pourquoi ce panel à Alger qui a toujours prône la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats et qu'à l'inverse d'autres pays, a refusé de s'impliquer directement dans la crise libyenne. Il est vrai aussi qu'elle ne peut faire la politique de l'autruche tant il est vrai qu'elle partage sa frontière Est avec la Jamahyria. Au demeurant, cette implication est de facto réelle du fait même du flot des réfugiés en territoire algérien, du problème de leur prise en charge et de la sécurité à assurer par la mobilisation des forces armées. Que peut gagner Alger dans un conflit autrement plus complexe compte tenu de l'interventionnisme occidental et leurs relais dans la région. Grave équation sachant qu'à sa frontière Ouest, le conflit Maroc-Polisario reste sans issue. Faut-il rappeler – depuis le début des révoltes en Libye – les diverses tentatives d'impliquer l'Algérie à propos notamment d'avions transportant des mercenaires tchadiens et aujourd'hui algériens sans preuve tangible ? Info ou intox, cela constitue une belle occasion d'acculer l'Algérie qui a bien évidemment fermement démenti toutes ces accusations. Ne serait-il d'ailleurs pas gravissime pour le pouvoir algérien à donner le bâton pour se faire battre en jouant la carte de soutien à Mouammar Kadhafi par le biais de bandes de mercenaires qui irait dans la droite ligne des thèses marocaines – celles-ci ayant toujours qualifié les combattants sahraouis de mercenaires à la solde d'Alger alors que dans le même temps le palais royal négocie officiellement avec le Front Polisario ? On peut lire à travers les signaux lancés par Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, l'encouragement de l'Algérie pour un dialogue interlibyens et à ceux qui lui suggéraient de soutenir la rébellion qu'elle ne penche pas pour celle-ci. Le panel des chefs d'Etat de l'Union africaine sera sûrement appelé à faire preuve de génie pour parvenir à une solution sérieuse et durable et par la même occasion éviter que ne se crée dans la région un abcès de fixation déstabilisant. Mais l'arrestation de Gbagbo va donner des idées aux partisans de la manière forte. Dans cette crise qui s'inscrit déjà dans la durée, le colonel Kadhafi pourra compter peut-être sur une pause que lui fourniront les allées et venues des médiateurs africains ou autres. Mais cette embellie dans le ciel de son règne pourra s'avérer de courte durée vu qu'elle rappelle, par certains côtés, le cas des deux guerres du Golfe où Saddam Hussein, qui s'en était sorti lors de la première, sera emporté par la deuxième menée par Bush-junior.

B. T.

L'ADE SIGNE UN CONTRAT AVEC LA SOCIÉTÉ BELGE SWDE

L'amélioration de la qualité de l'eau potable au programme

L'Algérienne des eaux (ADE) et la Société wallonne des eaux (SWDE) ont lancé un projet de jumelage pour l'appui à l'ADE visant l'amélioration de la maîtrise de la qualité de l'eau. Lors d'une conférence de presse organisée, hier, au siège de l'entreprise SWDE, l'ambassadeur du royaume de Belgique Chrisatian Van Driessche a déclaré que la mission actuelle va participer et s'impliquer dans la gestion des problèmes de l'eau en Algérie. Le projet d'un coût d'un million d'euros, s'inscrit dans le cadre du programme d'appui à l'accord d'association Algérie—Union européenne.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour les experts de la société SWDE, le problème de la qualité de l'eau potable réside dans les fréquentes coupures et aussi dans le manque de pièces de rechange et autre matériel de maintenance au niveau des stations de traitement des eaux. Deux problématiques que les gestionnaires de l'entreprise s'attelleront à prendre en charge en collaboration avec l'ADE. M. Phillipe Boury, membre du comité de direction de la société belge, Wallonne des eaux, entreprise publique, a expliqué que pour ce qui est du projet commun avec l'ADE, un programme de formation a été mis au point. Pour sa part, M. Jaques Hellas chef de projet SWDE, le jumelage consiste à renforcer la capacité de l'ADE à améliorer la qualité de l'eau. Le projet s'étalera sur 18 mois après avoir été lancé au mois de janvier dernier. 20 experts de la SWDE ont été mis à contribution pour quatre résultats obligatoires, selon les intervenants. Il s'agit de l'autosurveillance au sein de l'Algérienne des eaux pour ce qui est des questions de qualité de l'eau avec la participation du personnel de l'ADE, la gestion des non-conformités surtout en cas de coupure d'eau ainsi que le processus d'amélioration à court, moyen et long terme dans le cadre de l'amélioration-qualité en général. «L'amélioration va du pont de captage en passant par les usines et elle peut être aussi altérée lors du processus. Il y a donc des efforts à faire dans le cadre de la protection des ressources en eaux superficielles, des puits qui ne sont pas protégés ainsi qu'au niveau des stations de traitement», ont expliqué les experts de la SWDE. L'entreprise belge se chargera donc des procédures de fonctionnement, des installations de contrôle et des laboratoires. A terme, l'ADE prendra en charge complètement l'autosurveillance de la qualité des eaux ainsi que la gestion des non-conformités.

Par ailleurs, 300 collaborateurs de l'agence devront participer à des formations et aux séminaires prévus à l'échelle nationale et régionale. A cet effet, un séminaire s'ouvre aujourd'hui à Alger et est dédié au jumelage ADE-SWDE. Les représentants des deux entreprises animeront une série de conférences sur le thème de la qualité de l'eau.

F.-Z. B.

OUVERTURE DU SALON DU TOURISME À ORAN

Les voyagistes du Sud veulent une nouvelle politique touristique

Pour cette troisième édition du Salon international du tourisme, des voyages et des transports (Siaha), qui se tient depuis hier au Palais des expositions de l'EMEC-Oran et ce jusqu'au 15 avril, le ton, autour du climat régnant dans ce secteur, a été donné par des agences de tourisme spécialisées dans le Sud algérien.

Venus en grand nombre participer à ce salon organisé par la société ASTRA Communication, des voyagistes et agences de tourisme du grand Sud ont évoqué les effets de la crise qui les frappent de plein fouet depuis près d'un an. Une situation, selon eux, essentiellement liée à l'instabilité du Sahel. «Nous sommes en crise à cause du Sahel, nos activités étaient essentiellement tournées vers les touristes étrangers, surtout européens, mais aujourd'hui avec ce qui se passe, c'est la chute. Il n'y a plus aucun vol charter c'est dire...», confie un opérateur spécialisé dans les randonnées dans le Tassili, le Hoggar… «Il faut à tout prix que l'Etat axe sa politique sur le tourisme national en mettant en place une vraie politique de promotion du tourisme du Sud en direction des nationaux», ont poursuivi nos interlocuteurs. Ainsi les propositions ne manquent pas de la part des professionnels qui souhaitent un effort de «l'Etat pour la baisse des prix des billets par Air Algérie, la baisse des tarifs en hôtellerie puisqu'ils sont majoritairement étatiques.» Ils affirment être, de leur côté, prêts à faire des efforts dans ce sens. «Nous sommes d'accord pour mettre en place des promotions sur une période d'un an à deux ans et d'aller vers une réduction conséquente de nos tarifs pour tous les produits, mais il faut que l'Etat aussi agisse dans ce sens. L'essentiel est de relancer le tourisme national.» L'autre temps fort de ce salon, qui accueille près de 60 participants dont certains pays présents pour la première fois comme l'Inde, est surtout venu de la Tunisie. Bien qu'habituée à participer à cette manifestation, cette année la Tunisie a été très présente et les professionnels tunisiens n'ont pas caché leurs ambitions : «Nous attendons beaucoup de nos frères algériens. Depuis la révolution dans notre pays, on a beaucoup souffert et tout le secteur avec tout ce qui se trouve autour et en aval a été touché. Nous avons des taux qui ne dépassent pas les 30% en comparaison aux années précédentes. Mais la sérénité est de retour». Un directeur d'un grand hôtel et complexe touristique nous explique encore que «les choses ont changé», lorsque les Algériens évoquent les brimades et le mauvais accueil qui leur étaient réservés et d'ajouter que ce n'est plus la même chose avec, désormais, une vaste campagne de promotion de la part de leur ministère en direction des Algériens. A noter également la présence lors de ce salon de professionnels venus de pays comme le Maroc, la Turquie, la Syrie et Cuba.

Fayçal M.

COLLECTE DE LIVRES POUR LES BIBLIOTHÈQUES DU SUD

Contribution des bureaux de poste

Une campagne de collecte de livres au profit des bibliothèques du sud du pays a été lancée, hier, par la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem).

Organisée en partenariat avec Algérie Poste et la Bibliothèque nationale (BN), l'opération se concrétisera à travers les quelque 3 600 bureaux de poste du territoire national. «Le 16 avril prochain, Journée du savoir, les bureaux de poste s'occuperont de la collecte de livres, tous genres confondus, pour les bibliothèques du sud du pays», a indiqué le président de la Forem, Mustapha Khiati, au forum d'*El Moudjahid*. Il expliquera que cette initiative vise «à doter les bibliothèques des régions du sud d'ouvrages afin d'encourager le citoyen à lire». Pour sa part, le directeur général de la BN, Azzedine Mihoubi, a affirmé que l'opération est «purement culturelle et s'inscrit dans l'intérêt de la société». Dans une première phase, la Bibliothèque nationale a contribué avec 6 000 livres en plus d'un don de 4 000 autres offerts par différentes maisons d'édition, la Commission nationale de la protection des droits de l'enfant ainsi que les ministères des Affaires religieuses et des Moudjahidine. Aspirant à atteindre 100 000 livres collectés dans le cadre de cette campagne, le président de la Forem a précisé que le premier lot sera acheminé vers la bibliothèque de Menea. «Plus tard, sept bibliothèques seront créées à Ghardaïa, Ouargla, Béchar, Adrar, Illizi, Tindouf et Tamanrasset et bénéficieront des livres collectés. Elles disposeront également d'un espace Internet et assureront plusieurs activités culturelles telles que la projection de films et les rencontres avec les auteurs», a-t-il dit. «La Bibliothèque nationale fera le don de 1 500 livres à chaque bibliothèque ouverte», précisera le directeur général de la BN.

Rym Nasri

OUVERTURE, À ALGER, DE LA 5e RENCONTRE POUR LA GÉOPHYSIQUE APPLIQUÉE

La géophysique au service de l'environnement

La 5e édition du Colloque maghrébin de géophysique appliquée a ouvert ses portes, hier, à l'hôtel Hilton à Alger, s'étalant jusqu'au 14 avril prochain.

La série de conférences sous la thématique «La géopolitique au service de l'environnement» a été organisée conjointement par une branche de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumèdiene et le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). La géophysique appliquée s'intéresse plus spécialement aux différentes applications utiles dans les domaines environnementaux et économiques. Les conférenciers tenteront, durant ces trois jours, de sensibiliser, faire connaître et débattre des résultats de leurs recherches devant un parterre de scientifiques, enseignants, chercheurs et ingénieurs. Invités pour évoquer l'importance des différentes ressources, Abdeslam Abtout, maître de recherche (Craag), Driss Khattach, professeur à l'Université du Maroc et Roger Guérin, professeur à l'Université Pierre-et-Marie-Curie, Paris VI, ont abordé le sujet sous des angles différents. Mis à part les communications concernant les méthodologies et les traitements mathématiques de l'information géophysique, regroupées dans une session propre, d'autres ont porté sur l'utilisation des techniques géophysiques dans l'environnement. Des stands d'exposition ont été réservés par des entreprises nationales et internationales dans le but de présenter leurs produits et instruments scientifiques.

Darine Hassani